

Souveraineté La Solution inc.

Pas confiance au DGEQ avec raison

Souveraineté La Solution inc. s'est incorporée en décembre 1999 avec l'organisation des institutions financières sans but lucratif partie 3.

Souveraineté La Solution inc. n'a pas du tout confiance au DGE Québec, après qu'il (DGEQ) avait reçu des plaintes au sujet des dépenses référendaires de 1995, où le fédéral avait outré les lois de l'Assemblée Nationale du Québec, qui spécifiait \$4.3 millions de dépenses pour le camp du Oui et du Non. Le fédéral avait dépensé au delà du montant autorisé et ne l'avait comptabilisé pour le camp du Non. Le DGEQ avait reçu des plaintes en bonne et dûe forme, qui respectaient le temps et toutes les preuves requises. Et c'est alors que le premier ministre fédéral est venu à la rescousse de son DGE Québec en disant que le chef fédéral a le droit de tout prendre les moyens mis à sa disposition pour protéger sa confédération.

Cette phrase du chef de la confédération fermait la porte à toute réforme équitable sur la confédération, et enlevait le voile qui recouvrait toutes intentions du fédéral envers le Québec.

Marc Bellemare, ancien ministre de la justice dans le cabinet du parti libéral au Québec, avait raison de ne pas vouloir se présenter devant le DGEQ sans une immunité parlementaire.

Le DGEQ vient nous dire qu'il n'y a pas d'irrégularité de prête-noms (prêts de \$10000.00, plus intérêts contre M. Duchesneau, quand il était chef d'un parti sur la scène municipale à Montréal).

Souveraineté La Solution inc. avait raison ainsi que M. Bellemare.

Quand le peuple du Québec va dire assez c'est assez et mettre toutes ses différences de coté et va s'unir, il va commencer à protester ouvertement.



Équipe de Rédaction du journal

Éditeur: Compagnie Souveraineté La Solution inc.

Rédacteur en chef: André Desnoyers

Montage graphique: Jean Luc Messier

Programmeur: Jean Lussier